EN MARGE D'UN SOMMET EUROPÉEN

Hollande appelle l'Europe à faire bloc face à Trump

Le Président français François Hollande a appelé, samedi, l'Europe à faire bloc et à opposer une réponse «ferme» à son homologue américain Donald Trump qui s'était réjoui bruyamment du Brexit, «une chose merveilleuse» selon lui.

«Je crois que nous devons lui répondre» avec «fermeté», a martelé M. Hollande en marge d'un sommet de sept pays du Sud de l'Union européenne et à quelques heures d'un tout premier entretien téléphonique avec le nouveau locataire de la Maison Blanche. «Lorsqu'il y a des déclarations qui viennent du Président des Etats-Unis sur l'Europe et lorsqu'il parle du modèle du Brexit pour d'autres pays, je crois que nous devons lui répondre», a-t-il lancé.

«Quand le président des Etats-Unis évoque le climat pour dire qu'il n'est pas encore convaincu de l'utilité de cet accord, nous devons lui répondre, a enchaîné François Hollande.

Les «mesures protectionnistes qui pourraient déstabiliser les économies et le refus de Donald Trump d'accueillir des réfugiés ont également été pointés du doigt par le Président français.

Épreuve de vérité

Donald Trump avait affiché la veille son enthousiasme pour le Brexit, «une chose merveilleuse», vantant «la relation spéciale» entre Washington et Londres, lors d'une rencontre avec la Première ministre britannique Theresa May. «L'Europe est devant l'épreuve de vérité, devant l'heure des choix», a répliqué samedi François Hollande. Si, officiellement, le changement radical à Washington et les échéances électorales aux Pays-Bas, en France et en Allemagne ne figuraient pas à l'ordre du jour du sommet lisboète, leurs conséquences étaient dans tous les esprits.

L'UE est «seule» depuis son investiture, a mis en garde le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem. Comme lors de la première édition de ce sommet du sud, réunie en septembre à Athènes, les sept planchaient aussi samedi sur les moyens de

François Hollande.

Donald Trump.

Photos : DR

desserrer le carcan budgétaire européen, face à l'orthodoxie allemande, et de favoriser un partage du fardeau plus juste» de l'accueil des réfugiés. Le chef du gouvernement italien Paolo Gentiloni avait donné le ton dès vendredi, estimant que le thème de la croissance devait «être au centre» des politiques tout en appelant l'Europe à «la souplesse» dans l'application des règles budgétaires. Il s'exprimait à l'issue d'un entretien avec son homologue espagnol Mariano Rajoy qui, lui, a fait valoir que «les normes sont faites pour être respectées, mais les hommes sont là pour qu'elles soient respectées intelligemment». Ce «sommet des pays méditerranéens de l'UE», qui réunit aussi Grecs, Chypriotes et Maltais, devait ainsi se conclure par une déclaration commune appelant notamment à une Union européenne «forte et unie» et à une relance économique sur le continent.

Objectif : accorder les violons avant les sommets européens prévus le 3 février à Malte pour réfléchir à l'avenir de l'UE sans le Royaume-Uni, et le 25 mars dans la capitale italienne pour marquer les 60 ans du Traité fondateur de Rome et jeter les bases d'un nouveau projet européen.

Parmi les sujets à débattre figuraient aussi la sécurité et la défense, la crise des réfugiés et l'immigration illégale.

Les Européens risquent d'être confrontés au printemps à un afflux «sans précédent» de migrants sur les côtes italiennes, a averti à la mi-janvier le Premier ministre maltais Joseph Muscat, dont le pays vient de prendre la présidence tournante de l'UE.

Alors que la droite allemande avait taxé le sommet d'Athènes de réunion du «Club Med» susceptible de semer la discorde en Europe, les pays du sud assurent vouloir lancer des pistes profitant à l'ensemble de l'UE. «Dans le nouveau contexte créé par le Brexit, il s'agit de réaffirmer la vitalité et l'unité de l'Europe», a expliqué à l'AFP une source gouvernementale portugaise.

Pour la France aussi, il s'agit d'élaborer «des propositions pour toute l'Europe» et de «rassembler pour faire avancer le projet européen», indique-t-on de source diplomatique. Avant de se rendre à Lisbonne, François Hollande avait d'ailleurs pris soin de retrouver Angela Merkel à Berlin.

«La France est à la fois un pays du sud et du nord, elle crée des ponts entre les deux régions. Il n'y a aucune raison qu'elle cherche la confrontation avec l'Allemagne», fait valoir à l'AFP Guntram Wolff, directeur du centre de réflexion Bruegel.

SYRIE

L'armée reprend le contrôle de la source d'eau potable qui alimente Damas

L'armée syrienne a repris hier le contrôle de la source d'Aïn Fijeh, située au nord-ouest de la capitale Damas, et y a planté le drapeau syrien après des mois de batailles avec les rebelles pour prendre cette zone et rétablir l'alimentation en eau potable à Damas, a indiqué une source militaire.

Cette opération fait suite à la conclusion d'un accord entre Damas et les rebelles prévoyant l'évacuation de ces derniers de la zone et leur déplacement probable vers la province d'Idleb, dans le nord-ouest de la Syrie, a indiqué la source. Elle a ajouté que des ouvriers se préparaient à entrer dans le village pour remettre les équipements d'approvisionnement en eau en état de marche. Aïn Fijeh est la principale source d'eau potable de Damas, qui compte cinq millions d'habitants. Des combats féroces opposaient l'armée syrienne aux terroristes dans cette zone depuis le 22 décembre, date à laquelle l'alimentation en eau vers la capitale a été coupée. Le gouvernement accuse le Front al-Nosra, un groupe affilié au réseau terroriste Al-Qaïda, d'avoir coupé l'alimentation en eau.

Aïn Fijeh est l'un des dix villages de la vallée du Barada, située dans le nord-ouest de Damas. L'armée a repris toutes les autres villes avant d'atteindre Aïn Fijeh.

MOHAMED SALEM OULD SALEK :

«Le Sommet de l'UA replacera le Maroc dans ses dimensions géographique et juridique»

Le ministre sahraoui des Affaires étrangères, Mohamed Salem Ould Salek, a affirmé vendredi que le sommet actuel des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA), mettra le Maroc face à ses responsabilités historique et juridique car étant une force qui occupe illégalement un pays membre de l'organisation panafricaine, rappelant qu'il était le seul pays d'Afrique qui ne respecte pas ses frontières reconnues à l'échelle internationale.

Lors d'une conférence de presse au siège de l'Union africaine (UA), M. Ould Salek a évoqué la demande d'adhésion du Maroc à l'UA, relevant que celle-ci exigeait un traitement spécial par l'organisation dans le sens où le Maroc n'était pas un pays comme les autres mais un pays qui occupe un autre Etat africain, membre de l'organisation, donc un pays colonisateur avec un régime identique au régime abject de l'Apartheid.

Il a présenté devant les représentants des agences de presse mondiales et des médias africains et internationaux, les derniers développements de la question sahraouie, insistant sur l'intransigeance et le refus du Maroc quant au respect de ses engagements à l'égard de la partie sahraouie et de l'ONU, et les entraves qu'il dresse depuis 26 ans devant la tenue d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental.

D'autre part, le chef de la diplomatie sahraouie a précisé que «le Maroc reste le seul pays africain qui n'accepte pas et ne respecte pas ses frontières reconnues par l'ONU et l'UA».

Il a estimé à ce propos, que «le Maroc est le seul pays d'Afrique qui ne reconnaît pas le principe de l'OUA-UA relatif au respect des frontières établies lors du recouvrement de l'indépendance stipulé dans l'alinéa 4 (b) du statut».

Il a indiqué également, que «le Maroc est le seul pays africain qui occupe une grande partie de la République sahraouie, membre fondateur de l'UA en dépit de l'avis consultatif de la Cour internationale de justice (CIJ) promulgué en 1975, de celui du conseiller juridique des Nations unies en 2002, de l'avis juridique du conseiller de l'UA promulgué en 2015 et enfin de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) en 2015. Tous ces avis ont démonté en bloc les allégations sur la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental», a -t-il tenu à dire.

«La demande du Maroc est un cas spécial et requiert par conséquent des organes de l'Union africaine un traitement spécial et différent car étant une force occupante dont la constitution ne reconnaît pas les frontières héritées du colonialisme».

Mohamed Salem Ould Salek.

Le président sahraoui, secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, est arrivé vendredi soir à Addis Abéba (Ethiopie) où il devra participer au 28e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA. Les travaux devront, quant à eux, débuter lundi sous le slogan de «2017, exploiter le dividende démographique grâce à des investissements dans la jeunesse» en présence d'un grand nombre de dirigeants et de chefs de gouvernement africains.